

Covid-19 : à l'école, une nouvelle gestion des cas contacts

À la veille de la rentrée, les ministres de la santé et de l'éducation nationale, Olivier Véran et Jean-Michel Blanquer, ont précisé par voie de presse les consignes concernant les tests et l'isolement.

Par [Mattea Battaglia](#)

Publié aujourd'hui à 10h36, mis à jour à 15h46

Temps de Lecture 4 min.

- Sélections
-



Jo, 9 ans, se fait dépister grâce à un test rapide d'orientation diagnostique, à Paris, le 23 décembre 2021. JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

« Nous appliquerons aux enfants les mêmes règles que pour l'ensemble de la population. » L'annonce faite par le ministre de la santé, Olivier Véran, le 2 janvier, dans [Le Journal du dimanche](#), donne le ton d'une rentrée des classes, ce lundi, qui se fait, comme dans les autres secteurs de la société, sur la base d'un constat : l'extrême difficulté à contrôler l'épidémie de Covid-19.

Pas de changement du niveau du protocole sanitaire, donc – il reste fixé à l'échelon 3 (sur 4) au primaire, et à l'échelon 2 dans le secondaire. C'est la gestion des cas contacts et des mises à l'isolement que l'éducation nationale, suivant les consignes de la santé, entend faire évoluer face à la déferlante Omicron. Et ce, « en dernière minute », quelques heures seulement avant le retour en cours de 12,5 millions d'élèves et de 800 000 enseignants, regrettait-on dimanche soir dans les rangs des directeurs d'école, certains recensant déjà de premiers courriels faisant état d'enfants et de membres du personnel contaminés.

Avant 12 ans, les élèves diagnostiqués positifs, qu'ils soient ou non vaccinés, pourront sortir de leur période d'isolement dès sept jours, et même dès cinq jours en présentant un test négatif. Leurs camarades cas contacts pourront, eux, poursuivre les cours, et leur classe ne sera pas fermée, à condition qu'ils se soumettent à trois tests successifs, contre un seul obligatoire à ce jour.

Ces annonces ont beau être tardives, la surprise est relative. Une évolution du dépistage avait déjà été promise par Jean-Michel Blanquer fin décembre. Son homologue à la santé lui a volé la primeur en en divulguant les grandes lignes, dimanche. M. Blanquer en a livré le détail dans un [entretien publié dans la foulée par Le Parisien](#) : « On part de ce qui se fait déjà, a-t-il expliqué : dès l'apparition d'un cas positif dans une classe, tous les élèves doivent faire un test antigénique ou PCR, avant un retour sur présentation d'un résultat négatif. Ce qui change, c'est que, désormais, quand la famille fera le premier test, elle recevra en pharmacie deux autotests gratuits, pour que les élèves se testent à nouveau à la maison à J + 2 et à J + 4. Les parents devront attester par écrit que les tests ont bien été faits et qu'ils sont négatifs. »

Ne plus fermer de classe

Une attestation sur l'honneur, en lieu et place du résultat effectif des tests ? C'est ce qui se fait déjà, depuis la rentrée, dans les collèges et les lycées. « On ne va pas compliquer les choses, les directions d'école ont déjà beaucoup à faire », a justifié M. Blanquer sur le plateau de LCI, lundi 3 janvier.

Après 12 ans, pour les élèves comme pour les enseignants, très majoritairement vaccinés, l'évolution suit celle impulsée dans le reste de la société, reposant sur un isolement réduit et un dépistage accru. Sauf pour les non-vaccinés : pour eux, s'ils sont contaminés, l'isolement sera de dix jours, ou de sept sur présentation à cette échéance d'un test négatif. Les cas contacts seront soumis à l'isolement une semaine au moins. Compte tenu de la nouvelle doctrine, des enseignants déclarés cas contacts pendant les congés de Noël peuvent donc revenir en classe s'ils sont vaccinés, après un test négatif.

« L'objectif est de garder l'école ouverte dans des conditions sanitaires sécurisées au maximum, a répété M. Blanquer, alors que chez les 6-10 ans, le taux d'incidence a frôlé les 800 cas pour 100 000 durant ces vacances. Nous aurons chaque jour plusieurs milliers d'élèves concernés », a-t-il concédé, l'objectif étant pourtant de ne plus fermer de classe même avec trois cas déclarés. Dans ce contexte, les sorties et voyages scolaires sont à reporter, de même que les réunions en présentiel. Idem des formations d'enseignants, pour limiter des besoins en remplacement qui s'envolent.

Le conseil scientifique a donné l'alerte : jusqu'à un tiers des enseignants pourraient être absents, touchés « directement » ou « indirectement » par le virus, d'ici à la fin janvier. L'instance a aussi évoqué une possible « désorganisation de la société ». « Le mot est trop fort, a réagi M. Blanquer sur LCI. Nous arriverons à traverser le mois de janvier. Mais il nous faut être préparés, certains territoires peuvent être plus touchés que d'autres. L'enseignement à distance peut être déclenché. »

Agacement

Voilà pour les changements annoncés, du moins sur le papier : la « foire aux questions » sur le site du ministère de l'éducation a été amendée dimanche soir. Dans les faits, et alors que les campagnes de dépistage à l'école n'ont jamais atteint les 600 000 tests hebdomadaires promis, au primaire, les premières réactions syndicales sont pour le moins mesurées.

« Une stratégie de multiplication de tests tient en quelques mots, mais elle sera lourde à mettre en place », estime Stéphane Crochet, du SE-UNSA. « Les tests demandés aux parents vont créer une vraie usine à gaz, sans sécuriser pour autant les écoles », juge Guislaine David, du SNUipp-FSU, syndicat majoritaire qui a déposé une « alerte sociale ». Dans le secondaire, le SNES-FSU a, lui, déjà

déposé un préavis de grève. Au SGEN-CFDT, on se montre circonspect : « *Le recours aux autotests, et sans tenir compte de la durée d'incubation, cela pose question*, réagit Catherine Nave-Bekhti. *Beaucoup de professionnels de santé indiquent que ces tests sont moins performants avec Omicron. Les rendez-vous pour des tests PCR redeviennent difficiles à obtenir avec le niveau de la vague. Pour les élèves, les professeurs et les parents, il va continuer à y avoir de la discontinuité pédagogique* », pronostique-t-elle.

Sur les réseaux sociaux, toute la journée de dimanche, les enseignants en étaient encore à « *se passer l'information* ». Et à partager leur agacement de ne pas voir leurs « *revendications prioritaires* » entendues : des capteurs de CO₂ dans toutes les classes, des masques chirurgicaux ou FFP2 fournis par leur employeur.